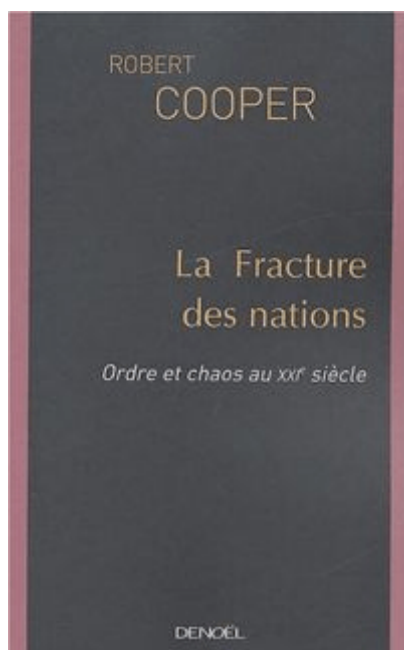


Quelle sécurité (géo)politique mondiale ?

Robert Cooper, *La Fracture des nations. Ordre et chaos au 21e siècle*, 2004.

Par René-Éric Dagorn

« La guerre moderne [...] crée de la distance et fait que la nécessité de comprendre les autres paraît soudain moins importante. Si vous n'avez pas besoin de vous rapprocher des gens pour les tuer, pourquoi s'inquiéter de ce qui se passe dans leur tête [...] ? Si des armes vous donnent l'illusion que vous pouvez frapper à distance des étrangers, alors ces armes sont aussi dangereuses pour leurs propriétaires que pour leurs victimes » (Robert Cooper, *La Fracture des nations*, p. 123).



Lors de sa publication en 2003, *The Breaking of Nations* de Robert

Cooper avait retenu l'attention des spécialistes des relations internationales, des géographes, des politistes, des chercheurs en géopolitique, voire même plus largement, des sciences sociales et de la presse. D'abord parce qu'il s'agissait du premier livre « grand public » d'un diplomate et d'un chercheur qui propose depuis plus de dix ans, une réflexion très intéressante sur le fonctionnement du monde et sur le système international. Malgré de nombreuses ambiguïtés — qui tiennent à la fois au parcours de l'auteur, mais surtout à la mise à jour progressive des capacités de modèles de Cooper à surmonter leurs propres contradictions internes —, les travaux de Robert Cooper sont autrement plus stimulants que ceux de Thierry de Montbrial sur « le système du monde » (Montbrial, 2003 et 2005), ou que « l'hyperterrorisme » de François Heisbourg en France par exemple (Heisbourg, 2003).

Depuis les années 90, Cooper a ainsi publié plusieurs textes importants, particulièrement dans le cadre du [Foreign Policy Center](#) de Londres (Cooper, 2002). Mais jusqu'à présent la diffusion de ces textes restait la plupart du temps limitée aux cercles des spécialistes des relations internationales et de géopolitique, même si les travaux de Cooper pouvaient ponctuellement être utilisés au-delà de ces cercles.

Penser avec Cooper contre Cooper : la construction de concepts efficaces pour analyser le monde actuel, au-delà des ambiguïtés d'un ouvrage parfois contradictoire.

Ainsi, parmi d'autres d'exemples, le philosophe et sociologue Jürgen Habermas avait-il repris en 1996, dans une passionnante analyse du *Projet de paix perpétuelle de Kant* (1796), la typologie proposée par Cooper d'un monde composé de trois grands ensembles (prémoderne, moderne et postmoderne) permettant de comprendre le fonctionnement actuel du monde vu depuis les sciences politiques (Habermas, 1998).

Une deuxième raison avait attiré l'attention sur le livre de Cooper en 2003. Dans le contexte du déclenchement de la guerre en Irak certains avaient voulu voir dans la position du Royaume-Uni, une application des idées de celui qui avait été quelques mois auparavant, le conseiller spécial de Tony Blair pour la politique étrangère (avant de devenir le chargé des relations internationales et des affaires politiques et militaires de l'Union Européenne).

Enfin, toujours dans le contexte de la guerre en Irak, la presse s'était largement fait l'écho d'un point précis du livre : Cooper y affirmait de façon abrupte que si les États démocratiques doivent appliquer entre eux les règles de confiance, de dialogue et de coopération, avec les États dangereux, l'Occident ne doit pas hésiter à recourir à la force. « Il y a là comme une difficulté pour l'État postmoderne. Il faut s'habituer à l'idée qu'il y a deux poids deux mesures en matière de normes [...]. Dans la jungle, ils doivent appliquer les lois de la jungle » (p. 84). C'est d'ailleurs ce point que Daniel Vernet présentait dans *Le Monde* du 25 avril 2003.

Or, *La Fracture des nations*, malgré de nombreuses ambiguïtés, est un ouvrage bien plus subtil et bien plus intéressant que ce à quoi semble mener une lecture trop superficielle ou trop rapide. La construction interne de l'ouvrage (fondé sur trois écrits antérieurs remaniés pour être publiés en ouvrage) est en partie — mais pas uniquement — à l'origine des contradictions que l'on peut faire apparaître dans le texte.

La première partie, réécriture d'un court ouvrage de 1996, remaniée en 1999 (Cooper, 1996 et 1999), intitulé « La condition du monde » (pp. 15-104), est celle qui pose le plus de problèmes : Cooper semble y défendre à la fois l'idée de l'importance structurante d'un monde postmoderne ayant refusé les « grands récits » de la puissance (et donc des illusions des projets impériaux), et en même temps, de la nécessité des deux poids deux mesures dans l'action sur le monde évoqués par Daniel Vernet dans *Le Monde*. À l'échelle de l'ensemble de l'ouvrage, les parties un et deux sont même contradictoires : la première défend par moment l'idée d'un ordre mondial par l'Empire, alors que la deuxième partie — « La condition de la paix : la diplomatie au 21^e siècle » (pp. 105-182) — s'oppose explicitement à la possibilité même d'un tel ordre, en montrant que si l'Empire peut apparaître comme une solution à court terme, il finit par devenir un problème qui déstabilise les fonctionnements politiques internationaux. Quant à la partie trois de l'ouvrage, la plus courte (pp. 183-203) — une note de lecture de *Power and Weakness* de Robert Kagan (Kagan, 2002) — elle est tellement ambiguë que le lecteur reste perplexe sur la position de Cooper vis-à-vis de la thèse radicale de Kagan — les Européens ne sont multilatéralistes que parce qu'ils sont faibles ; si elle possédait la même puissance que les États-Unis, l'Union Européenne aurait la même politique impériale que l'Amérique.

Le parcours de Robert Cooper est d'ailleurs représentatif de ces ambiguïtés. En 2002, alors conseiller de Tony Blair pour la politique extérieure, il défendait la nécessité d'une politique impériale (« [Why we still need empires](#) », *The Observer*, 7 avril 2002). Devenu conseiller de Javier Solana (en tant que Directeur des affaires extérieures auprès de la Commission européenne), il est au contraire d'un des plus fervents défenseurs de la politique multilatérale de l'Union Européenne (voir en ligne [un portrait de Robert Cooper dans le magazine européen Café Babel](#) en novembre 2005).

La construction et les contradictions mêmes de *The Breaking of Nations* montrent la découverte progressive de la richesse des modèles de l'ouvrage. *La Fracture des nations* permet parfois de penser avec Cooper contre Cooper.

Il faut alors se placer très loin des lectures trop rapides et trop réductrices proposées par les revues et les journaux au moment de la sortie de l'ouvrage (« [La guerre préventive en Europe](#) », *Attac-Bruxelles*, Juillet 2004, par exemple), lorsque l'actualité de la guerre en Irak bloquait les capacités de recul nécessaire à une approche distanciée du livre.

Aujourd'hui, trois points apparaissent particulièrement importants dans *La Fracture des Nations* :

1) l'intérêt de la typologie du monde actuel proposé par Cooper, typologie qui parvient à être efficace à la fois en termes de géopolitique « classique » (fondée sur la puissance et les fonctionnements d'un monde livré, par *nature*, à la violence) (Morgenthau 1948, Aron 1962, Kissinger 1994) et de géopolitique « critique » (fondée sur la légitimité et la construction des espaces légitimes créés par la loi, même faible, des processus politiques de la société-Monde, sur une approche *constructiviste* du monde) (Lévy 1996, Habermas 2000, Ferry 2005, Beck 2006)

;

2) une réflexion sur ce que signifie la sécurité internationale à un moment où le terrorisme s'attaque à certaines des principales fondations des sociétés ouvertes : la sécularisation de la sphère publique, la société des individus, la confiance comme base de fonctionnement de la société, la construction de l'image de l'Autre posé à égalité, l'optique cosmopolitique (Popper 1979, Giddens 1984 et 2000, Elias 1989, Beck 2003 et 2006) ;

3) la question de la poursuite de la modernité : voulons-nous continuer dans la voie d'un monde kantien marqué par « la montée en puissance de la raison dans la vie des hommes et dans les mécanismes sociaux » et dont les premiers critères pourraient être « le désenchantement du monde, la sécularisation de la connaissance, la scientification et la technicisation des pratiques, l'avènement d'un rapport critique et distancié aux traditions et aux coutumes, l'individuation croissante, l'extension tendancielle des formes de légitimation de la morale et du droit par la discussion et l'accord intersubjectif, l'émancipation d'une sphère publique de discussion » (Cusset, Haber, 2002)... et si oui, comment pouvons-nous repenser nos modes d'action pour agir sur le monde ?

On connaît la remarque ironique souvent appliquée à la voie kantienne : « le monde kantien a les mains propres, mais il n'a pas de main ». L'optique cosmopolitique est grande et belle, mais elle reste du domaine des idées car elle n'a pas les moyens d'agir sur le monde. Robert Cooper démontre ici que le monde kantien possède bien des mains, que ces moyens d'action ne sont pas — ne peuvent jamais être — ceux de la puissance, mais ceux de la modernité (Dagorn 2003, Salamé 2005, Ferry 2005).

À un moment où de nombreux États instrumentalisent les religions, les identités et la volonté de puissance (utilisation des caricatures danoises sur Mahomet par l'Iran et la Syrie, discours binaires de la guerre entre le Bien et le Mal, grands récits de la guerre à l'échelle du monde comme constitutifs de l'ordre mondial...), la question de la poursuite des objectifs de la modernité devient un point essentiel de notre relecture de Cooper.

La nouvelle carte du monde : les interconnexions des mondes prémoderne, moderne, et postmoderne.

Robert Cooper insiste plusieurs fois sur la nécessité de construire de nouveaux concepts : « avant de réfléchir aux exigences actuelles et futures en termes de sécurité, nous devons oublier les règles précédentes en la matière » (p. 77). Le vocabulaire le plus courant doit être objet de réflexion, de critique et parfois de redéfinition : « le mot “intérêt” n’a pas le même sens pour l’État moderne que pour son successeur » (p. 56), et ceci est vrai de concepts aussi classiques que ceux d’État, de sécurité et d’individu (« nous devrions prendre garde quand nous appliquons le vocabulaire du monde moderne au monde postmoderne », p. 59). Car, entre 1945 et 1989-91, le monde contemporain s’est entièrement réorganisé selon un nouvel ordonnancement que Cooper analyse dans un passage fondamental de son ouvrage :

« nous vivons aujourd’hui dans un monde [...] divisé [...] d’une manière bien différente de celle qui prévalut au temps de la confrontation Est-Ouest. Il y a d’abord un monde prémoderne, pré-étatique fruit du chaos postimpérial. Nous en avons des exemples avec la Somalie, l’Afghanistan, le Libéria [...]. Le monde prémoderne appartient à une autre époque, à une autre zone temporelle : là, comme dans le monde antique, le choix se situe entre l’empire et le chaos. Et aujourd’hui, parce qu’aucun d’entre nous ne voit d’utilité dans l’empire, nous avons choisi le chaos » (p. 33-35).

« Une autre partie du monde se définit comme moderne. Dans cette partie-ci, le système étatique classique reste intact. Les États détiennent le monopole de la force et sont prêts à en faire usage les uns contre les autres. Dans un tel système, l’ordre dépend de l’équilibre des forces ou de la présence d’États hégémoniques qui ont tout intérêt à maintenir un *statu quo*, comme le font les États-Unis dans le Pacifique [...]. Il s’agit encore d’un monde où la force reste la dernière garantie de la sécurité [...]. Les concepts, les valeurs et le vocabulaire du monde moderne dominent encore notre pensée dans les relations internationales [...]. [Dans ce monde] l’impérialisme obéit [aujourd’hui] à des motifs de défense, quand le chaos d’un État voisin devient une menace, à moins qu’il ne soit à la poursuite d’une idéologie. Persuader vos compatriotes de risquer leur vie dans des pays étrangers anarchiques exige en effet de croire sérieusement que vous êtes en train de prêcher un évangile, de poursuivre une mission civilisatrice ou (dans le pire des cas) d’établir la supériorité de votre race » (pp. 39-43).

Le troisième volet du système international peut être désigné comme postmoderne. « On y décèle [...] un effondrement du système étatique mais, à la différence du prémoderne, ce système tend, en se désintégrant, plutôt vers l'ordre que vers le désordre » (p. 44).

Cooper développe longuement, sur trente pages, les critères et les caractères de ce monde postmoderne. Jürgen Habermas les résume de la façon suivante (mais sans reprendre la dénomination de « postmoderne » qui, d'après lui, pose problème :

« A titre d'indices d'appartenance à ce premier monde, R. Cooper cite à la fois (1) le caractère de plus en plus insignifiant des questions de frontières et (2) la tolérance à l'égard d'un pluralisme intérieur libéré par la loi, (3) l'influence mutuelle sur les affaires traditionnellement considérées comme intérieures dans les rapports entre les États, et, d'une façon générale, (4) la fusion croissante entre politique intérieure et extérieure, (5) la sensibilité à la pression exercée par les espaces publics libéraux, (6) le refus de la force armée en tant que moyen pour résoudre les conflits, (7) la juridicisation des relations internationales, enfin (8) le fait de privilégier, avec ses partenaires, des relations dont la sécurité repose sur la transparence et la fiabilité. Ce monde définit en quelque sorte le méridien d'un présent qui sert de repère pour mettre politiquement en phase des phénomènes économiques et culturels qui ne le sont pas² » (Habermas, 1998).

Au-delà de cette typologie du monde Robert Cooper montre que « par le truchement de la mondialisation, les trois zones sont interconnectées » (p. 77). Car contrairement à ce qui avait été la pensée dominante dans les années 90 (celle du « chaos borné » pour reprendre l'expression d'Olivier Dollfus (1990) — les zones de conflits abandonnées aux marges du monde n'ont pas d'influence sur le reste du monde, « nous avons appris, en premier lieu, que le chaos tend à se répandre » (p. 89).

« L'écroulement de la Somalie a contribué à déstabiliser le Libéria ; le désordre croissant du Libéria mis à son tour ses voisins en danger, notamment la Sierra Leone juste au moment où elle commençait à donner des signes de rétablissement. En Afrique centrale, l'anarchie de la république démocratique du Congo (ancien Congo belge), est liée aux événements tragiques du Rwanda et à la fragilité du Burundi. Les zones qui entourent l'Afghanistan, le Pakistan, les républiques d'Asie centrale, le Tadjikistan et l'Ouzbékistan courent les mêmes types de risques. Quand un État s'effondre, ses frontières suivent » (pp. 89-90).

C'est donc en fin de compte une nouvelle carte du monde, particulièrement efficace, que propose Robert Cooper. En analysant les types de sociétés à la fois des points de vue de l'État et de l'individu, en mettant en avant les interconnexions des trois mondes, prémoderne, moderne et postmoderne par les processus de la mondialisation, en montrant que même si le chaos prémoderne ne nous intéresse plus (« la tentation impériale est morte dans les pays les plus aptes à y prétendre », pp. 34-35), le chaos s'intéresse à nous (« Les intérêts criminels [diamants, armes, drogue, prostitution, idéologies religieuses extrémistes...] peuvent avoir leur siège dans les zones prémodernes, mais leurs succursales sont en Occident », p. 90), Cooper montre que contrairement à une idée reçue tenace, le monde n'est absolument pas livré au désordre, mais que pour faire apparaître l'ordre réel du monde il faut utiliser les bons outils d'analyse. Car « le monde est en fait un système hautement structuré et ordonné » (p. 63).

Les nouveaux moyens d'action sur le monde doivent être ceux de la modernité et non ceux de la puissance.

Mais l'ouvrage va plus loin : il permet de s'interroger sur ce que signifie « la sécurité » dans ce nouveau monde qui s'est mis en place depuis 1989... car la date importante est bien celle de 1989 (continuation et répétition de celle de 1945 comme l'a bien montré Jürgen Habermas (2000) et non celle du 11 septembre.

Cooper insiste d'abord sur l'évidente instabilité actuelle de l'ordre mondial : « le monde dans lequel nous vivons est dangereux, et il le deviendra de plus en plus. Le double péril du terrorisme et des armes de destruction massive altère radicalement notre sécurité » (p. 107). Mais, parce que le monde a changé, parce qu'il est désormais structuré selon de nouveaux principes, les solutions traditionnelles pour assurer la stabilité du monde ne peuvent plus fonctionner : « en termes de sécurité, nous devons oublier les règles précédentes en la matière » (p. 77). Parce que d'un côté, une partie du monde a basculé dans le postmoderne, et que de l'autre côté on constate la diffusion des armes de destruction massive (amd ou wmd — *Weapons of Mass Destruction*) ni l'équilibre des forces, ni l'hégémonie impériale ne peuvent plus assurer la sécurité du système. Car ces « solution[s] devienne[nt] au final un problème » (p. 108).

Dans ce nouveau contexte la sécurité face au terrorisme ne peut pas passer par une simple guerre contre le terrorisme. La fameuse « guerre contre la terreur » entamée au lendemain du 11 septembre 2001 est un leurre. Elle ne peut qu'échouer car elle n'est pas le bon outil pour lutter contre le terrorisme. Malheureusement, avec l'administration Bush, nous n'avons pas fini de

payer le fait d'avoir eu les mauvais hommes, au mauvais moment, au mauvais endroit.

Dans *L'Occident et sa bonne parole* (Postel-Vinay, 2005), Karoline Postel-Vinay a montré récemment comment l'idée que c'est à travers la puissance internationale — et son corollaire, la guerre à l'échelle mondiale — que le monde pouvait sembler avoir du sens (comme dans la grande chronologie de la succession des guerres mondiales des programmes de classe de première et de terminales). Or cette vision du monde est une construction historique récente. Cette écriture du monde en termes de géopolitique classique (l'état de nature autour d'États-nations condamnés à s'affronter, la puissance, la guerre à l'échelle du monde, etc....), d'abord inventée par les Européens à la fin du 19^e siècle, a été reprise par les États-Unis à partir de la fin de la Première Guerre mondiale et plus encore à la fin de la Seconde : « la puissance des États-Unis ne se mesure pas qu'en termes strictement économiques ou militaires. Elle se traduit aussi par la capacité de ce pays, dans un moment historique donné, à formuler une vision du monde, puis à l'imposer au reste de la planète » (Postel-Vinay, 2005, p. 15). Nous sommes peut-être parvenus à un moment où il faut sortir de ce « grand récit »... mieux encore, au moment où, pour la première fois, les sociétés sont capables de refuser ce « grand récit de la puissance » et de chercher à influencer sur le monde par les instruments de la modernité.

Robert Cooper se place ici sous la grande ombre de George Kennan. Le théoricien du *containment*, le célèbre Mister X de l'article de *Foreign Affairs* « *The sources of the Soviet Conduct* » (automne 1947) qui met en place la doctrine Truman contre l'Urss, l'un des plus grands théoriciens des relations internationales contemporaines, affirme en 1949 : « il serait utile, à mon avis, que nous reconnaissions que les véritables buts de la société démocratique ne peuvent être atteints par la guerre et la destruction à grande échelle [...]. Je préférerais attendre pendant trente ans une défaite du Kremlin grâce au tortueux et désespérément lent exercice de la diplomatie plutôt que nous voir recourir à l'épreuve des armes pour résoudre un différend qui ne saurait jamais trouver de solution heureuse par ces moyens » (p. 153, citation de George Kennan, 1949).

C'est cette idée qui structure en fin de compte l'ensemble du livre de Cooper : nous avons des moyens pour atteindre les objectifs d'une sécurité à l'échelle mondiale, mais ces moyens ne sont pas ceux de la puissance. Ils sont ceux de la lente et patiente construction d'un modèle social cosmopolitique qui cherche, par le seul poids de sa propre modernité, à miner de l'intérieur ce qui n'est pas lui. La réussite des États-Unis pendant la guerre froide a été celle-là : non pas « gagner » la guerre froide, mais déclencher l'implosion sur elle-même de l'Urss. Et on se situait alors à une toute autre échelle que la possibilité de l'Irak de menacer les États-Unis !

On voit bien au contraire que l'intervention en Irak est devenue aujourd'hui un problème majeur pour le monde. Et qu'en se trompant d'instrument (la puissance) et de lieu (l'Irak et non le conflit israélo-palestinien) pour influencer sur les sociétés du Moyen-Orient, l'administration Bush n'a fait que renforcer le basculement vers les sociétés fermées et archaïques prônées par l'islamisme politique.

C'est l'Europe qui constitue le lieu du monde qui peut permettre (c'est une possibilité, ce n'est pas une certitude) de sortir des apories du chaos, de l'équilibre et de la puissance impériale. En proposant au monde l'exemple d'une possible « voie kantienne » (Ferry 2005, Beck 2006), où les principes du monde postmoderne servent de boussole pour influencer sur le monde, Robert Cooper montre qu'aujourd'hui, le « Nouveau monde » c'est désormais l'Europe.

Nous ne sommes en rien condamnés à l'état de nature de l'affrontement généralisé des « monstres froids » de la *Realpolitik* à l'échelle du monde, États, réseaux terroristes ou Fmn. Nous sommes au contraire dans cette même situation que l'observateur au début du *Béhémot* de Hobbes : face « au panorama de toutes les espèces d'injustices et de folies que le monde [peut] offrir », nous devons construire un nouveau contrat social, mondial celui-là (Held, 2005). Contrairement à ce qui est souvent affirmé, ceci n'est en rien de l'idéalisme ou de l'utopie. Au contraire, nous sommes ici au plein cœur du constructivisme et du « réalisme cosmopolitique » défini par Ulrich Beck (Beck 2006, Laïdi 2005).

De sa position de diplomate et de chercheur, Robert Cooper nous invite à réfléchir à cette indispensable « redéfinition du "nous" » (p. 181) qu'il analyse dans *The Breaking of Nations* :

« [si] dans les mondes modernes et prémodernes [...] la guerre reste l'option par défaut [...], l'émergence d'une communauté postmoderne en Europe depuis ces cinquante dernières années nous permet d'imaginer que la guerre n'est pas inévitable. Il y a une solution de remplacement à la maîtrise du pouvoir par le pouvoir : c'est la domestication et la légitimation du pouvoir. La marque d'une véritable communauté internationale dans laquelle non seulement les intérêts mais l'identité et même la destinée sont partagés, sera le fait d'une politique étrangère devenue partie intégrante de la politique intérieure » (p. 180).